

NOTE DE POLITIQUE

SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN TUNISIE

La Tunisie a adopté une Stratégie Nationale de la Transition Écologique (SNTE) pour répondre aux enjeux environnementaux et promouvoir un développement durable. Cependant, la mise en œuvre de cette stratégie rencontre plusieurs défis. Ce policy brief identifie et analyse ces défis, propose des recommandations et insiste sur l'importance d'un engagement collectif et coordonné pour réussir cette transition écologique.

ENONCÉ DU PROBLÈME :

Face à une crise environnementale urgente qui se traduit notamment par une impasse énergétique, une raréfaction des ressources naturelles et des catastrophes climatiques, le gouvernement Tunisien s'est doté d'une stratégie nationale de la transition écologique, qui peut être assimilée à une feuille de route en matière environnementale.

Mais des problèmes se posent quant à la **réalisabilité et l'exécution** de cette stratégie ambitieuse dans un contexte socio-économique critique.

Parmi les problèmes qui peuvent ralentir ou même paralyser la transition écologique en Tunisie :

1. Une stagnation législative malgré les promesses de la stratégie nationale de la transition écologique.

- Lacunes législatives : L'absence de textes législatifs fixant les responsabilités des institutions impliquées dans la transition écologique crée un flou pouvant ralentir sa conduction.
- Fragmentation des compétences : Les compétences en matière environnementales sont dispersées entre plusieurs ministères et agences. Mais encore, la SNTE a prévu la création des plusieurs administrations centrales et locales responsable de la TE, cela est en mesure de compliquer la coordination et l'efficacité des actions.
- Fragmentation des compétences : Les compétences en matière environnementales sont dispersées entre plusieurs ministères et agences. Mais encore, la SNTE a prévu la création des plusieurs administrations centrales et locales responsable de la TE, cela est en mesure de compliquer la coordination et l'efficacité des actions.

L'urgence climatique et les limites du paradigme énergétique pétrolier nécessitent une action immédiate permettant de réaliser un développement durable et une garantie des droits des générations futures, cette rapidité dans l'action peut être entravée par la dispersion des rôles surtout sur le plan institutionnel.

2. Manque de ressources budgétaires face aux transformations coûteuses exigée par la transition :

01

RESSOURCES BUDGÉTAIRES

insuffisantes face à l'ampleur des transformations attendues.

02

LES SOURCES DE FINANCEMENTS

internationales et privées ne sont pas pleinement exploitées.

03

RETARD DANS LA CRÉATION

d'un fond commun à la transition écologique et énergétique.

04

MANQUE DE MÉCANISMES

de Financement Innovants traduit par l'absence de partenariats public-privé robustes et de mécanismes de financement innovants.

Le financement de la transition écologique peut être considéré comme le défi majeur de celle-ci, cette migration vers une nouvelle ère énergétique, économique et sociale nécessitent la mise à disposition de très grandes ressources financières, tout retard dans l'action risque de limiter les possibilités de lever des fonds supplémentaires.

3. Quasi-absence d'une conscience collective

- Faible engagement du public : Le manque de sensibilisation et d'engagement du public ralentit les efforts de transition écologique.
- Participation limitée du secteur privé : Le secteur privé est encore peu engagé dans la transition écologique, souvent en raison d'un manque d'incitations économiques et de clarté réglementaire.
- Initiatives éducatives limitées : Il existe peu de programmes d'éducation et de sensibilisation à l'environnement.
- Désengagement accentué par le contexte socio-économique : la priorité nationale est souvent donnée à la résolution des problèmes immédiats de pauvreté et de chômage, reléguant les questions environnementales au second plan.

Il est crucial donc de prendre des mesures adéquates et urgentes pour surmonter ces obstacles et réussir la réalisation de la stratégie nationale de la transition écologique et garantir un avenir durable pour le pays.

RECOMMANDATIONS :



1. Cadre institutionnel et législatif :

Pour garantir l'application efficace de la stratégie nationale de transition écologique, il est essentiel de se concentrer sur une étape principale qui est « l'accélération de la création de la Haute Instance de l'Environnement. » par :

- L'adoption de projet de loi portant création de la Haute instance de la transition écologique compétant en matière de gouvernance, coordination, capitalisation et arbitrage.

Ses missions pourront être :

- La coordination avec le ministère des finances pour faciliter et accélérer la création d'un fonds commun de la transition écologique et énergétique et dresser un plan budgétaire pour la transition écologique.
- La coordination avec les structures de la société civile expertes en matière de recherche et levé de fonds pour renforcer l'accès aux fonds internationaux et privés.

- Elaboration ou contrôler l'élaboration de rapports annuels, concernant la situation climatique par exemple, ou tout autre état des lieux pouvant aider ou orienter la prise de décision en matière environnementale. En effet, une base de données pertinente devra être entre les mains de la HITE.
- Capitaliser, implémenter, suivre et évaluer les initiatives par le biais d'appel à initiatives ou à contributions pour capitaliser les idées, innovations, créations qui sont en mesure de réaliser ou participer à la réalisation de l'un des objectifs de la TE, et ce en collaboration étroite avec les ministères directement concernés et le ministère des finances.



2. Mobilisation des Ressources Financières :

- Explorer et diversifier les sources de financement, y compris les partenariats public-privé et les aides internationales.
- Mettre en place des mécanismes de financement innovants comme les obligations vertes.



3. Amélioration de la Coordination

Interinstitutionnelle :

- Créer des plateformes de dialogue et de partage d'informations entre les différentes entités impliquées.
- Développer des outils de suivi et d'évaluation des projets écologiques.



4. Sensibilisation et Engagement du Public

- Lancer des campagnes de sensibilisation à grande échelle pour promouvoir la conscience environnementale.
- Intégrer l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires et les formations professionnelles
- Renforcer la participation Communautaire par l'implication des communautés locales dès la phase de planification des projets.



CONCLUSION :

La mise en œuvre réussie de la stratégie nationale de transition écologique en Tunisie nécessite des actions concertées et bien coordonnées. La création de la Haute Instance de l'Environnement, dotée de compétences claires et stratégiques, est une étape cruciale pour surmonter les défis actuels et garantir un avenir durable pour la Tunisie.

LES CONTRIBUTEURS :

- Ghalia Bizid
- Nourhen Ghanmi
- Fatma Ben Amor
- Rabeab Haddeda

